

Avril 2024

L'EXTRÊME DROITE AUJOURD'HUI EN FRANCE

Si l'extrême droite organisée existe dans le paysage politique français depuis longtemps maintenant, notamment et principalement avec le Front National créé en 1972, elle était, jusqu'à quelques années encore, cantonnée à un rôle, certes nuisible, mais surtout d'opposition, à la droite de la droite.

Marine le Pen, arrivée en 2011 à la tête du FN (devenu en 2018 Rassemblement National/RN), a fait évoluer la stratégie de son parti afin de conquérir le pouvoir par les élections. Cette stratégie dite de « dédramatisation » a contribué à modifier la perception du RN pour une partie de la population alors même que celle-ci était ébranlée par les politiques menées lors des deux dernières décennies. Le RN se nourrit ainsi, en partie, du désespoir social né de politiques libérales qui ont été autant de renoncements à développer la solidarité, la justice et l'émancipation au sein de notre société. La progression de l'abstention, le fort recul de la droite traditionnelle et des socialistes, la stagnation des écologistes et des forces à la gauche du PS et, maintenant, l'émiettement de plus en plus sensible du « centre » macroniste sont des signaux puissants du désarroi de nombreux et nombreuses citoyen·nes français·es.

Le Rassemblement national joue ainsi sur deux tableaux ; d'un côté en tentant de lisser son image et de normaliser sa présence dans le débat public, de l'autre en activant tous ses marqueurs idéologiques (une critique radicale de la démocratie au nom d'une idéologie autoritaire, raciste et nationaliste tendant à

exclure une partie des individus de la nation et de la citoyenneté). En alliant thématiques pseudo-sociales, image de respectabilité et arguments et analyses classiquement racistes, le RN a réussi à imposer une partie de son discours dans la société, dans certains médias et dans d'autres organisations politiques non classées à l'extrême droite.

Avec l'aide de Vincent Bolloré notamment et de son contrôle de nombreux médias (télévision : Canal+, Cnews, C8 ; radios : Europe 1, RFM et Virgin Radio ; presse écrite : Voici, Capital, Gala, Paris Match, le JDD), avec les dynamiques de propagation sur les réseaux sociaux, la parole se lâche sur les thématiques racistes, misogynes et LGBTQIphobes.

Ces dernières années, la responsabilité des gouvernements dans la montée des idées d'extrême-droite est indéniable, notamment à travers des propos ou des lois stigmatisant une catégorie de la population (immigrés, chômeurs, musulmans...), alors même qu'une politique de plus en plus répressive, liberticide, de casse du code du travail et de la Fonction publique est à l'œuvre.

L'arrivée de Zemmour dans l'arène politique, avec la création d'une nouvelle organisation politique (Reconquête), contribue à faire glisser le curseur des débats publics de plus en plus à l'extrême droite, en ciblant la droite traditionaliste chrétienne, monarchiste et ultra-libérale. Il peut aussi œuvrer, avec Marion Maréchal à la manœuvre, à la recomposition politique avec une partie de la droite dite classique.

En tant que citoyen·nes attaché·es au progrès social, à la défense des libertés, aux droits, à la laïcité, nous sommes évidemment inquiet·es de cette évolution. En tant que professionnel·les de l'Éducation, en tant qu'adhérent·es d'une organisation syndicale de luttes et de progrès social, nous sommes particulièrement interpellé·es par ce que cette progression de l'extrême-droite dit de notre pays et de sa population. C'est pourquoi le SNES et la FSU sont indéfectiblement impliqués dans la lutte contre les idées d'extrême-droite.

Et cette lutte est aussi l'affaire de chacun·e et de tous et toutes ! L'heure n'est pas au repli sur soi, à l'évitement des questions qui fâchent ! Chacun·e peut, sur les sujets qui lui tiennent à cœur, s'informer pour être en mesure, lors de discussions avec ses proches ou des voisins, d'argumenter et de démonter les propos qui relaient les thèses de l'extrême-droite, de dévoiler la vraie nature réactionnaire et anti-social du RN ou de Reconquête.

Débarrassons-nous du « A quoi bon ? ! » pour choisir de résister par le débat à chaque fois que l'occasion se présente ! L'analyse argumentée, la réflexion critique, le dialogue sont des armes utiles pour mener le combat démocratique : ne les négligeons-pas !

Quelques pistes pour nourrir le débat... À compléter et à partager !

Que se cache-t-il derrière la façade repeinte du Rassemblement national ?

Une famille idéologique de partis, mouvements et groupuscules hétérogènes.

Le projet qui identifie la « famille politique » d'extrême-droite est ultraconservateur, réactionnaire, fondé sur une conception inégalitaire des êtres humains entre eux, légitimant le racisme et un nationalisme xénophobe, affirmant le culte de la force et de l'autoritarisme.

En mettant la question identitaire au cœur du projet, l'extrême-droite participe de la négation des dimensions de classe des conflits sociaux et politiques. Son influence s'affirme notamment dans la concurrence avec les forces de droite ou conservatrices qui reprennent à leur compte la radicalisation des thèmes qu'elle porte (exemple de l'immigration).

Des courants très divers s'y expriment, parmi lesquels les partis « néofascistes », « néonazis » mais également des mouvements religieux traditionalistes, fondamentalistes ou au contraire paganistes, des partis populistes ou souverainistes, monarchistes, « nationalistes révolutionnaires »...

Leurs discours, plus ou moins violents, expriment, à des degrés divers et selon les cas, la dénonciation de la « décadence » actuelle en parallèle avec la nostalgie d'un âge d'or, l'apologie des sociétés élitaires et de la force virile, la peur du métissage, la censure des mœurs, notamment sexuelles et le rejet des intellectuels.

Les groupuscules violents de l'extrême-droite agissent de plus en plus fréquemment ces dernières années, multipliant apparitions médiatiques et agressions ! Avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, ces groupes pourraient agir violemment quasi-impunément.

Une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école.

Finis le temps où le Front National de Jean-Marie Le Pen ne parlait que de l'enseignement privé, le plus souvent catholique. Avec le Rassemblement National (RN), la stratégie est de diffuser une vision décliniste de l'école auprès des personnels et de la population (logique reprise aussi par Zemmour).

Le programme de l'extrême droite poursuit deux objectifs : d'une part, accentuer la ségrégation sociale en favorisant l'enseignement privé ou les établissements publics entrant dans le jeu de la concurrence, d'autre part, diffuser une idéologie réactionnaire via le service public d'Éducation.

Il n'est donc pas étonnant que l'extrême-droite ait été satisfaite de l'action du ministre Blanquer et qu'elle se retrouve pleinement dans celle du ministre Attal avec « le choc des savoirs » !

Autre point commun : l'instrumentalisation d'un discours républicain hors-sol pour diffuser ces idées inégalitaires.

Mais l'extrême droite va plus loin : elle décline le récit fantasmé du « grand remplacement » dans une logique de ségrégation. Le RN propose par exemple le développement d'« internats d'excellence » avec une « priorité nationale », soit l'extension d'un dispositif inefficace en y ajoutant un aspect explicitement raciste.

Le déclinisme se retrouve dans un discours autoritaire, des mesures rétrogrades (les blouses à l'école), mettant en avant la nostalgie de l'école de la III^{ème} République en occultant sa réalité inégalitaire. Dans cette logique, la suppression du « collège unique » vise à orienter, dès la 6^{ème}, les élèves des classes populaires vers l'apprentissage, au nom d'une « école sélective et méritocratique ».

L'extrême droite défend enfin une conception nationaliste, sexiste et xénophobe de l'école. Ainsi, le programme du RN souhaite, pour l'enseignement d'histoire et de français, « mettre en place un Roman national qui redonne des repères historiques, identitaires et culturels uniques à tous les petits Français ». Cette exaltation d'une nation fantasmée conduit à exclure celles et ceux qui n'entreraient pas dans ce « roman national ». Avec le réseau « Parents vigilants » qui émane directement du parti Reconquête de Zemmour, l'extrême-droite met en cause l'éducation à la sexualité, dénonce l'« islamisation » des écoles, et multiplie pressions et intimidations à l'encontre d'enseignants et de directions d'établissements.

L'extrême-droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves qui n'ont cessé de se renforcer. On ne trouve rien dans les programmes d'extrême droite qui permettrait de résoudre les fragilités actuelles du système éducatif. Et bien sûr aucune vision émancipatrice de l'école !

Le « pouvoir d'achat », le « social », la « défense travail » : la grande arnaque du Rassemblement national

À rebours de leur discours officiel, les députés d'extrême droite au Parlement européen votent contre quasiment tous les textes de progrès social, en termes de revenus, de protection des salarié·es ou de dialogue en entreprise.

« Nous portons la voix de cette France du travail », ose encore le président du RN, candidat aux élections européennes de juin 2024. Et pourtant, ce discours se fracasse sur la réalité des votes des élu·es RN au Parlement européen.

« *Quand arrive l'heure du scrutin, leurs député·es protègent les patrons et votent contre les travailleurs* », résume la Confédération européenne des syndicats.

L'autoproclamé « parti du pouvoir d'achat » s'oppose – comme au niveau national, où il vote contre la hausse du Smic et contre l'indexation des salaires sur l'inflation – à tous les textes permettant de meilleures rémunérations. Le RN préfère inciter les entreprises à augmenter les salaires de 10 % (jusqu'à 3 Smic) en les exonérant de cotisations patronales : un nouvel allègement de « charges » pour les entreprises, et donc une réduction sensible des recettes de la Sécurité Sociale pour une possible augmentation des salaires : un marché de dupes pour les salariés !

Lutter contre les inégalités salariales entre hommes et femmes, pour le RN, c'est non. Interdire aux conseils administratifs de « *saper les négociations collectives sur les salaires* », pour le RN, c'est non.

Introduire des revenus minimaux dans tous les pays européens ? Le RN a voté contre à deux reprises, en septembre 2022 puis en mars 2023. Or, la mise en place de ces salaires minimaux (dont la hauteur

dépend de chaque État membre) ferait progresser les salaires de 20 % en moyenne pour 25 millions d'Européens, principalement en Europe centrale et orientale. *C'est aussi une réponse au dumping social pour éviter que l'usine Renault, par exemple, arrête de délocaliser en Roumanie ou en Pologne pour économiser sur les coûts de production.*

De tous les eurodéputé·es français, ceux d'extrême droite sont les seul·es à s'être opposés, en 2021, à des textes introduisant un principe de responsabilité des entreprises dans les dommages causés à l'environnement ou instaurant un devoir de vigilance visant à rendre les sociétés financièrement et judiciairement attaquables en cas de violation des droits humains ou en cas de dommages environnementaux.

Le RN se révèle ainsi être au Parlement européen le pire ennemi de ceux qu'il prétend défendre. Il en va de même avec les agriculteurs, avec cette fois un vote « pour » en validant, en 2021, la PAC décidée par les droites du PPE et de Renew. Le tout en refusant d'introduire des plafonds d'aides – calculées en fonction du nombre d'hectares – afin de mieux les répartir. Avec l'extrême droite, les petits trinquent toujours !

Quelques références bibliographiques :

L'extrême-droite aujourd'hui, dossier de l'US Mag de mars 2022 : <https://www.snes.edu/publications/lus-mag-n818-du-12-mars-2022/>

En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite, Vincent Edin (Les Editions de l'Atelier, 2023)

Lettre aux Français qui croient que 5 ans d'extrême droite remettraient la France debout, Nicolas Lebourg (Les Échappés, 2016)

La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre, Ugo Palheta (Éditions La Découverte, 2018)

Préférence nationale : Leçon d'histoire à l'usage des contemporains, Gérard Noiriel (Gallimard [Tracts](#) N° 55,14 Mars 2024)

Défaire le racisme, affronter le fascisme, Ugo Palheta, Omar Slaouti (La Dispute, 2022)

Réactions françaises. Enquête sur l'extrême droite littéraire, François Krug (Seuil, 2023)

Les droites extrêmes en Europe, Nicolas Lebourg, Jean Yves Camus (Seuil, 2015)

Le retour des populismes - L'état du monde 2019, sous la direction de Bertrand Badie et Dominique Vidal (La Découverte, 2018)